



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 08/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR**

Zone Industrielle de RUITZ  
62620 Ruitz

Références : FW/SV équipe 4 - 1054-2024  
Code AIOT : 0007003600

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR implanté Zone Industrielle de RUITZ 62620 Ruitz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR
- Zone Industrielle de RUITZ 62620 Ruitz
- Code AIOT : 0007003600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PLASTIC OMNIUM exploite des installations de fabrication et de mise en peinture de

pièces plastiques pour automobiles, sur son site implanté à RUITZ. La fabrication des pièces (principalement des pare-chocs) se fait par injection à partir de granulés de matières plastique. Les produits ainsi formés subissent un flammage avant application de peinture puis séchage en étuve. Le site est équipé d'un oxydateur thermique pour traiter les rejets en composés organiques volatils (COV) issus des opérations de mise en peinture des pièces fabriquées. La Société PLASTIC OMNIUM a été autorisée par Arrêté Préfectoral du 3 mai 2006 modifié par les arrêtés des 13 octobre 2008 et 06 juillet 2020. Le site de RUITZ est soumis à Autorisation pour la rubrique: • 3670 : Traitement de surface à l'aide de solvants organiques. • 2940-2: cabines de pulvérisation d'apprêts, peintures et vernis. Et à Enregistrement pour les rubriques suivantes: • 2661-1: Transformation de polymères. • 2663-2: Stockage des produits finis. Le site est également soumis à la Directive I.E.D (directive sur les émissions industrielles) pour sa consommation de solvants.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.4	Sans objet
6	Prévention des envols	Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 16.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite conduite sur le site PLASTIC OMNIUM à Ruitz le 24 octobre 2024 l'inspection a constaté l'absence de dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination des granulés plastiques industriels dans l'environnement. Ceci constitue une non-conformité à l'article D.541-361 du Code de l'environnement et conduit l'Inspection à proposer à M. le Préfet du Pas-de-Calais une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article D.541-361 sus cité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  Le site PLASTIC OMNIUM à Ruitz exploite des installations de fabrication de pièces plastiques (principalement des pare-chocs) pour le secteur de l'automobile, par injection à partir de granulés de matière plastique. La capacité autorisée du site est de 32 tonnes par jour. La quantité de GPI susceptible d'être présente sur le site est supérieure à 5 tonnes. Le site répond donc à la définition de "site de production, de manipulation et de transport" du 3° de l'article D.541-360 du Code de l'Environnement. L'exploitant est donc tenu de respecter les obligations incombant aux exploitants des sites de production, de manipulation et de transport de granulés plastiques industriels fixées par le décret n°2021-461 du 16 avril 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant a indiqué l'utilisation de pelles et de balais par le personnel œuvrant dans les zones de manipulation et d'utilisation de GPI, ainsi que la mise à disposition d'obturateurs souples qui peuvent être mis en place rapidement en cas de déversement accidentel de GPI. La présence des ces matériels a pu être constaté lors de l'inspection.</p> <p>Aucun dispositif passif, permettant le confinement et la récupération des GPI, n'est présent sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales de voiries et de parking.</p> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel directement au-dessus d'une bouche d'égout ou d'une perte de granulés non-détecté lors du transport de ceux-ci, les dispositifs actuels sont inefficaces.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les dispositifs mis en place par l'exploitant, en particulier les obturateurs souples déployés lors de déversements accidentels, ne répondent pas entièrement aux dispositions de l'article D. 541-361 du Code de l'Environnement. En effet ces dispositifs nécessitent une intervention humaine et ne sont pas à même de confiner et récupérer les GPI de manière passive, afin de prévenir leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Pour répondre aux dispositions de l'article D. 541-361 du Code de l'Environnement, la mise en place de dispositifs permanents est nécessaire</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li> <li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li> <li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li> <li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li> <li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li> <li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li> <li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux</li> </ul>

précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.  
Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Les procédures formalisées prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement ont été vues en séance, en particulier :

- le plan des zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus,
- la procédure de prévention de dispersion de GPI dans l'environnement,
- les affiches de sensibilisation au rejet de GPI dans l'environnement présentes dans les zones sensibles,

Des audits mensuels des procédures sont réalisés par la RHSE, ceux-ci incluent la vérification de l'état des emballages des GPI. Les fiches de compte-rendu d'audits ont été vues lors de la visite.

Les justificatifs des derniers entretiens annuels du bassin de rétention des eaux pluviales et des séparateurs d'hydrocarbures ont été présentés en séance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Coopération for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du

décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Un audit des procédures établies par l'exploitant a été réalisé par un organisme certificateur (Bureau Véritas) le 29/03/2023. L'attestation de conformité émise suite à cet audit et valable pour une durée de 3 ans, a été vue en séance et est publiée sur le site internet de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a indiqué à l'exploitant que selon le décret du 16/04/2021, le rapport complet d'audit devra également être publié sur son site internet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Propreté**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 2.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention GPI

**Prescription contrôlée :**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

**Constats :**

Les locaux visités sont apparus propres (atelier d'injection, locaux de stockage des granulés). La présence de granulés au sol n'a pas ou très peu été constatée.  
L'inspection a pu constater la présence de balais de pelles et d'aspirateur dédiés au ramassage des granulés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Prévention des envols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 16.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention GPI

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverse;

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (forme de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- ...

**Constats :**

Les aires extérieures sont apparues propre. La présence de granulés plastiques au sol n'a pas été constatée.

A noter que le jour de la visite, la présence de GPI n'a pas non plus été constatée dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales aux endroits visités.

**Type de suites proposées :** Sans suite